

*Article 31 du Règlement*

**M. Lanthier:** Monsieur le Président, demeurez assuré si vous avez essentiellement l'idée que le seul but du choix de mes propos ici qui sont peut-être à bâtons rompus proviennent d'arguments qui ont déjà été présentés.

Les Caisses populaires, hier soir, ont déclaré, et cela ce n'était par un individu, ce n'était pas seulement le président, tout le conseil d'administration était là . . . Ils ont déclaré formellement, ils ont appuyé le ministre. Nous n'avions pas le choix, c'était notre responsabilité morale et contractuelle de faire ce que nous faisons maintenant, c'était clair. Les gens ont été déçus lorsqu'ils ont posé cette question-là. Il n'y a pas eu d'équivoque dans leur réponse, il n'y a pas eu de contrainte, monsieur le Président.

Ces gens-là appuient le gouvernement, la Banque nationale, une banque qui avait été accusée d'être régionale mais pourtant qui représentent cinq provinces au Canada, qui est majoritaire dans cinq provinces canadiennes, on ne peut pas appeler cela une banque régionale, c'est une banque vraiment nationale, tel qu'il a été déclaré hier soir . . . ils ont déclaré la même chose, qu'ils appuyaient le gouvernement entièrement dans cette opération, non seulement l'opération de sauvetage, mais l'opération dans laquelle tout le monde va être remboursé.

Alors, s'il vous plaît, monsieur le Président, je crois que ces choses doivent être dites afin de ramener un peu de vérité dans les faits. Et si quelque chose a été tordu, ce n'est pas les bras des banquiers, mais bien plutôt la vérité qui a été présentée par la vieille opposition libérale.

Monsieur le Président, je crois qu'on a fait allusion ensuite aux décisions qui ont été prises sans connaître tous les faits. On a fait allusion aussi, auparavant, à des propos qui auraient été tenus par certains banquiers qui auraient offert les services de personnes pour aller faire une inspection. Mais ce qu'on a oublié de dire, monsieur le Président, c'est que cette offre a été acceptée. Les livres ont été inspectés par l'inspecteur général des banques, aidé d'experts délégués par les banques.

Naturellement, on était pressés par les événements. Mais les banques . . . l'Association des banquiers canadiens a dit qu'elle avait participé dans l'étude. L'Association des banquiers a été demandée. Tous les grands banquiers ce week-end-là n'étaient pas en congé, ils étaient en devoir. Et l'opération de sauvetage de la Banque Commerciale du Canada qui a été alléguée précédemment a été endossée par tout le monde et tout le monde avait le choix d'ouvrir le lundi matin ou de ne pas ouvrir la banque. Et tout le monde a décidé de l'ouvrir. C'est une décision commune, c'est une «joint venture» c'est un «partnership» cette histoire-là. Ce n'est pas le gouvernement qui a rien imposé là.

Alors, je vous dis, monsieur le Président, que cette décision concernant les deux banques qu'on a voulu mettre dans le même sac dans le débat ce soir, et particulièrement la Norbanque, je crois que cette décision a été difficile à prendre. Je suis fier qu'elle ait été prise par une ministre aussi responsable et aussi compétente que notre ministre d'État (Finances) (M<sup>me</sup> McDougall). C'est une personne d'une intégrité intouchable, qui a pris les décisions qui ont été endossées par tous les grands experts en institutions bancaires au Canada. J'aurais aimé cela être là lorsqu'ils ont dit le contraire et j'aurais aimé la même chose lorsque le leader de l'opposition s'est fait rappeler à l'ordre par notre vaillant premier ministre (M. Mulroney) lorsqu'ils lui ont dit: Ramenez-donc vos vrais faits ou, si vous

n'êtes pas capables de les prouver, dites-le dehors, on va vous questionner à ce moment-là avec les armes.

Encore une fois, monsieur le Président, cette institution a été endossée par les grandes institutions bancaires. Nous avons pris nos responsabilités et contractuelles et morales envers tous les citoyens du Canada et elle a été prise, non seulement par une personne intègre, compétente et en toute connaissance de cause à l'époque . . . Je suis heureux de ne pas avoir été accusé au mur pour prendre cette décision. Et je suis fier en tant que Canadien qu'elle ait été prise par une personne aussi compétente.

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier):** Monsieur le Président, je voudrais demander à la Chambre s'il ne serait pas possible pour nous de laisser les pages aller et peut-être quelques-uns qui sont au service des députés dans les «lobbies» et que nous puissions continuer le débat. J'aimerais les remercier et si nous avons le consentement unanime, je pense qu'on pourrait laisser les pages aller se coucher.

**Une voix:** C'est très gentil.

• (2250)

[Traduction]

**M. le Président:** Je suis persuadé que les pages comprennent aussi bien que moi ce que propose le député. Cette possibilité a été envisagée. Comme vous le pensez bien, j'ai discuté de cela il y a un instant et les pages m'ont dit que, étant donné que cela représente une rare expérience, ils veulent bien rester.

Toutefois, je vais informer les greffiers en autorité que les pages qui veulent rester peuvent le faire et que ceux qui veulent partir peuvent partir.

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** Sauf les deux qui sont en face de moi. Je suis maintenant aux prises avec un autre problème que je vais résoudre je crois en ayant recours à la rotation des effectifs.

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, je crois que votre observation . . .

**Une voix:** Qu'on nous dise la vérité maintenant.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, je crois que votre observation constitue une bonne entrée en matière pour les miennes, lorsque vous dites que les pages hésitent beaucoup à partir car l'occasion est exceptionnelle.

Il ne fait aucun doute que les Canadiens verraient là une occasion incroyablement rare et précieuse d'assister à l'un des événements les plus étranges et les plus incroyables de toute l'histoire du gouvernement canadien. Je suis persuadé que les Canadiens ont cru en syntonisant leur téléviseur qu'ils venaient par erreur de tomber sur un nouveau feuilleton comique intitulé: «Une soirée d'amateurs sur la Rideau». Leur nouveau gouvernement leur offre sans doute la plus impressionnante collection de maladroitures, de tâtonnements et d'hésitations jamais vécus en si peu de temps par tant de gens. Inutile vraiment de revoir les événements des dernières 48 ou 64 heures, parce que chaque jour qui passe, chaque heure amplifie cette image d'une bande qui avance en s'accrochant à tous les lampadaires dans l'espoir de trouver quelque appui, car ils ne savent plus où ils en sont. On dirait une délégation de marins ivres débarqués à Ottawa pour s'apercevoir . . .